



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

CGT Éduc'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 Montreuil cedex

Mel : unsen@cgteduc.fr - Site : www.cgteduc.fr

Consultation sur le « métier de professeur du XXIe siècle » : nouvelle manœuvre dilatoire du ministre

La réforme des retraites que tente d'imposer de force le gouvernement aurait pour conséquence une baisse drastique du montant des pensions des personnels de l'Éducation et plus particulièrement des enseignant-es. Les personnels l'ont bien compris et participent massivement à la mobilisation interprofessionnelle contre la réforme depuis le 5 décembre.

Cette réforme de la retraite par points ne fait que nourrir une colère qui se manifeste depuis maintenant de très nombreux mois contre la politique de JM Blanquer qui dégrade les conditions de travail des personnels et d'étude des élèves : mobilisations contre les réformes des lycées et du baccalauréat, contre la loi Blanquer...

Pour calmer les personnels, le ministre promet depuis des mois une revalorisation salariale censée compenser la baisse annoncée des pensions. Or la seule mesure qu'il est en capacité d'annoncer est une enveloppe de 500 millions d'euros pour janvier 2021 dont seule la moitié serait consacrée à une prime versée à une petite partie des enseignant-es et le reste consacré à l'indemnisation de tâches supplémentaires (formation hors temps scolaire et remplacement des absences de courte durée). Pire, JM Blanquer compte bien imposer des contreparties à cette éventuelle revalorisation. C'est le désormais fameux « *travailler plus pour gagner plus !* »

Dans ce contexte, le ministère vient d'ouvrir une consultation dématérialisée des personnels sur « *le métier de professeur du XXIe siècle* ». On peut s'interroger sur la pertinence et le bien-fondé d'un tel questionnaire (et pas seulement parce que chacun-e peut le remplir plusieurs fois !). Comment croire que le ministère sera à l'écoute des attentes des collègues ? Comment croire que le ministère ne connaît pas déjà les attentes des personnels de l'Éducation nationale alors qu'ils s'expriment largement dans la rue depuis des mois et que les organisations syndicales le répètent lors de leurs audiences ? D'ailleurs, comme on pouvait le prévoir, aucune question relative à l'impact des réformes successives sur les conditions de travail.

Pour la CGT Éduc'action, il ne s'agit que d'une nouvelle manœuvre dilatoire du ministre comme il l'avait déjà fait lors du sondage à destination des directeur-trices d'école. Les réponses données n'avaient rien de neuf et étaient connues par tout le monde. Il s'agit bien d'une manœuvre grossière afin de cacher le refus persistant du ministre d'avancer des pistes concrètes de revalorisation - montant global, nombre d'années pour l'atteindre, modalités... - ni bien sûr de dévoiler les missions qu'il compte alourdir.

Les enseignant-es n'ont pas besoin de cette énième consultation et exigent, comme l'ensemble des personnels, une revalorisation immédiate de leur salaire, sans contreparties, avec le maintien et l'amélioration du système actuel des retraites.

Quant à leurs conditions de travail, ils-elles l'avaient exprimé clairement au moment du suicide de Christine Renon : en finir avec des contre-réformes faites sans les personnels, voire contre eux, qui s'accumulent, mettre fin aux injonctions hiérarchiques permanentes qui remettent en cause leur liberté pédagogique et diminuer les effectifs par classes.

Montreuil, le 05 mars 2020